

## **La République en actes : discours du Président de la République sur le thème de la lutte contre les séparatismes.**

Le problème n'est pas la laïcité. La laïcité, c'est la liberté de croire ou de ne pas croire, la possibilité d'exercer son culte à partir du moment où l'ordre public est assuré. La laïcité, c'est la neutralité de l'État et en aucun cas l'effacement des religions dans l'espace public. La laïcité, c'est le ciment de la France unie.

Il faut donc faire respecter la laïcité fermement, justement. Sans se laisser entraîner dans le piège de l'amalgame tendu par les polémistes et par les extrêmes qui consisterait à stigmatiser tous les musulmans.

Le problème, c'est le séparatisme islamiste. Ce projet conscient, théorisé, politico-religieux, qui se concrétise par des écarts répétés avec les valeurs de la République, qui se traduit souvent par la constitution d'une contre-société et dont les manifestations sont la déscolarisation des enfants, le développement de pratiques sportives, culturelles communautarisées qui sont le prétexte à l'enseignement de principes qui ne sont pas conformes aux lois de la République. C'est l'endoctrinement et par celui-ci, la négation de nos principes, l'égalité entre les femmes et les hommes, la dignité humaine. Le problème, c'est cette idéologie, qui affirme que ses lois propres sont supérieures à celles de la République. Je ne demande à aucun de nos citoyens de croire ou de ne pas croire, de croire un peu ou modérément, ça n'est pas l'affaire de la République, mais je demande à tout citoyen, quelle que soit sa religion ou pas, de respecter absolument toutes les lois de la République.

Les actes sont là, depuis le premier jour, et ils valent mieux que des mots. Dès fin 2017, dans 15 quartiers, des plans de lutte contre la radicalisation impliquant l'ensemble des services de l'État ont été déployés. Sur le terrain, nos fonctionnaires sont à pied d'œuvre et obtiennent des résultats : 212 débits de boisson, 15 lieux de culte, 4 écoles et 13 établissements associatifs et culturels ont été fermés ; des centaines de contrôles réalisés, des millions d'euros saisis.

Nous avons décidé d'aller plus loin, plus fort. D'apporter à chaque problème constaté sur le terrain une solution concrète. Un projet de loi sera présenté en Conseil des Ministres le 9 décembre, pour renforcer la laïcité et consolider les principes républicains.

Des communes ont pour projet d'imposer des menus confessionnels à la cantine, d'autres excluent les hommes de certains créneaux d'accès aux piscines.

→ Ce qui est contraire aux principes de laïcité et d'égalité sera interdit.

Au sein de services publics exercés par des entreprises, comme les transports en commun, se multiplient des dérives comme le refus de serrer la main à une femme ou encore le port du voile quand on est une femme en contact avec le public.

→ L'obligation de neutralité des agents publics sera étendue aux salariés des entreprises délégataires.

Mais interdire ne suffit pas. Il faut agir à la racine. À l'islamisme politique brandi comme une fierté, nous devons opposer un patriotisme républicain assumé.

Agir dans les associations qui doivent unir la Nation, pas la fracturer.

→ Les motifs de dissolution en Conseil des ministres seront étendus aux atteintes à la dignité de la personne et aux menaces physiques ou psychiques.

→ Toute demande de subvention sera conditionnée à la signature d'un contrat de respect des valeurs de la République. Ceux qui ne le respectent pas devront rembourser.

Agir à l'école, qui doit redevenir un creuset républicain. 50 000 enfants suivent l'instruction à domicile. Chaque jour des recteurs découvrent des enfants totalement hors système. Chaque semaine des préfets ferment des écoles illégales, souvent administrées par des extrémistes religieux.

→ Face à ces dérives qui excluent des milliers d'enfants de l'éducation à la citoyenneté, de l'accès à la culture, à notre Histoire, à nos valeurs, à l'expérience de l'altérité qui est le cœur de l'école républicaine, j'ai pris une décision : dès la rentrée 2021, l'instruction à l'école sera rendue obligatoire pour tous dès trois ans. L'instruction à domicile étant strictement limitée aux impératifs de santé.

→ Parce que l'école doit d'abord inculquer les valeurs de la République, non celle d'une religion, nous allons mettre fin aux ELCO, les Enseignements Langues et Cultures d'Origine.

La République résistera par l'école à ceux qui veulent l'abattre !

J'ai confiance dans les Français de confession musulmane et dans leur capacité à se mobiliser pour contribuer à cette bataille républicaine contre le séparatisme islamiste, dans leur volonté de s'organiser aussi, pour bâtir un islam des Lumières. Ce n'est bien sûr pas le travail de l'État que de structurer l'Islam, mais nous devons le permettre, l'accompagner, et c'est pourquoi j'ai beaucoup dialogué avec les représentants de l'Islam dans notre pays. Nous partageons des constats et des propositions communes :

→ La nécessité de libérer l'islam en France des influences étrangères. Il sera mis fin au système des imams détachés.

→ La volonté de protéger les responsables des mosquées des prises de contrôle hostiles par des extrémistes. Des dispositifs anti-putsch seront créés.

→ L'ambition de former et promouvoir en France une génération d'imams et d'intellectuels qui défendent un islam pleinement compatible avec les valeurs de la République.

Il faut aussi faire aimer la République en démontrant qu'elle peut permettre à chacun de construire sa vie. Nous agissons pour faire à nouveau entrer la République dans le concret des vies en déployant partout une offre éducative, culturelle et sportive républicaine de qualité.

→ Le dédoublement des classes pour 300 000 élèves, l'ouverture de 80 cités éducatives, la labellisation de 530 maisons France services ; dans le secteur culturel, l'extension des horaires

d'ouverture des bibliothèques pour plus de 600 communes, la création d'une centaine de microfolies : nombre d'initiatives sont mises en œuvre partout depuis trois ans.

→ Nous les amplifions : le dédoublement des classes est actuellement étendu aux élèves de grande section, 40 cités éducatives supplémentaires vont être créées, 300 maisons France services supplémentaires ouvriront dans les prochaines semaines. Notre horizon : assurer une présence républicaine au bas de chaque tour, au bas de chaque immeuble.

Faire aimer la République, c'est tenir la promesse d'émancipation qui lui est intrinsèque. J'ai commencé à égrener des pistes pour l'égalité des chances, lutter contre les discriminations, faire en sorte que chacun, quelle que soit sa couleur de peau, son origine, sa religion, puisse trouver sa place.

Je présenterai au cours de l'automne de nouvelles décisions. Déclinées dans chaque département par les préfets, elles viseront une ambition : la République en actes.

Tous ensemble, Françaises, Français, portons ce réveil républicain.

Vive la République, vive la France.